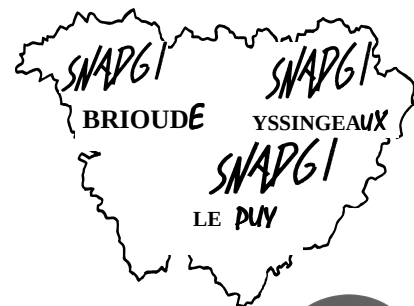


le Journal du SNADGI 43



n°5/2005



L'information syndicale à destination des Agents des Impôts de Hte-Loire (n°6)

C'est pas tous les jours Noël

Traditionnellement la fin de l'année promet monts et merveilles. La période de Noël et du jour de l'an favorise bombance, petites gâteries diverses et cadeaux offerts avec... amour.

Pourtant depuis quelques années, nombreux sont les laissés pour compte de la politique libérale qui sévit autour de nous tous. On appelle aussi, cette dérive, la mondialisation. Assise sur la libre circulation des marchandises et des personnes, annoncée comme irrémédiable, elle a subi un petit coup d'arrêt au printemps dernier. L'été des amendements, suivi d'un automne prodigue en cadeaux divers pour les gens dits 'd'en haut' se sont écoulés lentement. Dans le même temps l'obstination froide du couple Séillières/Parisot a continué à sévir tranquillement. La politique anti fonctionnaires a produit près de 6000 suppressions d'emplois, dont 2608 au MINEFI et cerise sur le gâteau plus de 1300 à la DGI.

Surfant sur la vague libérale notre sinistre des Finances annonçait dès le 7 juillet en CTPM la marche forcée à suivre. Grâce à COPERNIC, entre autre, nous allons nous fondre avec nos cousins du Trésor, à moins que ce soit le contraire. La performance dans la durée va s'inscrire, nous dit encore ce prophète de mauvais augure. Inscrite dans un contrat du même nom elle permettra à notre Direction d'être l'exemple à suivre. D'ailleurs cette automne n'avons nous pas dévoilé tous nos charmes lors de mémorable journées portes ouvertes. D'autre gâteries nous sont promises. Pêle-mêle AGORA, pour mieux flicker l'agent lambda et éventuellement le flinguer. Télé@cte qui devrait permettre de dépoussiérer les Conservations des Hypothèques et bien d'autres encore. De toute manière qu'on se le dise, tout sera fait comme d'habitude. C'est bien connu les deux piliers de la DGI sont le dialogue et la concertation. Donc chers altiligériens, également agents des Impôts, dormez tranquilles nos responsables s'occupent de tout. Vous n'aurez même pas à signer.

L'avenir étant rose, sans arrières pensées ni jeu de mots, il se murmure pourtant que certains fonctionnaires, probablement imbus de liberté et d'espaces couchent sous les ponts...de Paris en plus. Est ce une rumeur ? Même le premier Ministre demande instamment que les travailleurs les plus humbles puissent bénéficier, cet hiver, pour 1 mois, d'un hébergement provisoire !!! Véridique. Nos célèbres indics sont sur le morceau (voir produits prohibés). De mauvaises langues affirment que le mal

serait beaucoup plus profond. Il se situerait au niveau du portefeuille.

A peine croyable, certains fonctionnaires n'auraient même pas de quoi se loger. Mais que fait SARKOZY ? Remarquez que ce soit lui ou un autre ils ne sont pas mal. A y regarder de plus près, ils ont sans vergogne, comme on dit chez nous, massacré les fonctionnaires. Bon c'est vrai qu'il n'y en a que 1000 qui travaillent à l'Elysée. Sans compter les emplois fictifs.... évidemment. Il n'empêche que nous servons d'excellents boucs émissaires pour expliquer et justifier de l'abysse déficit budgétaire. Alors haro sur ces humbles serviteurs de l'Etat. Au MINEFI et à la DGI en particulier la casse organisée de tous nos services génère des situations alarmantes voire dramatiques. Hormis une petite frange de collègues, qui collaborent activement par simple égoïsme à cette œuvre de destruction massive, l'immense majorité des « autres » vit mal ces situations. La pression est telle que beaucoup craquent parfois jusqu'à l'irréparable.

En attendant c'est pas tous les jours Noël ! A force de fusionner, de restructurer, de rapprocher plus personne ne sait exactement où il est et se qu'il doit faire.

Depuis l'arnaque sur les retraites, après le racket organisé sur la protection sociale, la casse méthodique des services publics se développe. Dans le même temps notre pouvoir d'achat chute, 6% depuis 2000. Pour couronner le tout la DG n'a pas trouvé mieux que d'instaurer une médaille au mérite pour récompenser les plus brillants cireurs.

Bien sûr le 4 Octobre un grand mouvement d'humeur s'est, enfin, manifesté. A l'appel de tous les organismes de défense des plus humbles nous avons pu crier notre colère. Malheureusement sans lendemain.

C'est pas tous les jours Noël !

Tout n'est pas forcément noir.... Et le pire n'est pas toujours assuré, foi de SNADGI. Dans cette optique il ne fait aucun doute que demain sera meilleur. Si Dieu, ou un autre, nous donne la santé, dans leur grande bonté, nul doute que le meilleur reste à venir.

De toute évidence dormons tranquille, la DG s'occupe de tout. L'époque est à la fête, entre cotillons, pétillants et bonne bouffe soyons gais. Certains couchent dehors, ne mange pas à leur fin. Ils l'ont probablement bien mérité...un certains Francis nous l'avez expliqué ! Ils n'avaient qu'à naître au bon endroit....

Et puis c'est pas tout les jours Noël. Après il y a le jour de l'an et chaque jour suffit sa peine, braves gens. Dites le vous, demain il fera jour et ce ne sera pas forcément Noël!

SPECIAL S.D.O.S

A la DSF 43, comme ailleurs on entend souvent une réflexion qui résonne avec force « La direction locale, sous les ordres de la DGI, fait ce qu'elle veut, nous ne pouvons que subir, c'est pas la peine, entre autre, d'aller siéger dans les diverses commissions dites paritaires ! Le dialogue et la concertation ne sont que des illusions.... ». L'année 2005 tend à prouver, en partie, le contraire du moins en Haute-Loire. Depuis le début de l'année 2005 des revendications, de tous les jours, ont abouti. Sur d'autres sujets de fond tels que la notation, outre notre opposition très claire à la réforme, nous avons grâce aux actions directes des agents, comme par exemple lors des CAPL, obtenu de très bons résultats. Hormis sur les décisions politiques imposées par nos gouvernants, que nous avons contribué à mettre en place un certains mois d'Avril 2002, souvenez-vous, nous avons difficilement mais réellement pesé sur certaines décisions. Cela n'est pas évident et beaucoup de département n'ont pas notre "chance". Dernier exemple significatif le S.D.O.S. Lorsque les OS locales et particulièrement le SNADGI 43 a reçu les documents de travail, nous avons décidé de combattre ce projet. Pas moins de 5 convocations ont été nécessaires pour arriver à un résultat satisfaisant par rapport au projet initial. Explications.

Premier acte nous proposons le boycott, le SNUI suit. Nous proposons à la place des HMI, pour que les agents soient au centre des décisions. Le SNUI suit. Il est alors décidé de demander aux agents de venir nous soutenir lors de la 2^{ème} convocation qui est décisive. Rappelons que seul la tenue d'un CTPD peut acter officiellement des décisions de fond au niveau du changement des structures. Le boycott simple de la 2^{ème} convocation aurait tout simplement laissé les mains libres à la DSF 43. Le SNADGI 43 ne laissera jamais sa DSF danser tranquillement sur l'ensemble des agents du département ou casser leurs outils de travail. Dans ce contexte, plus de 80 agents investissent la direction le 12/12/2005. A cette occasion ils ont pu observer le travail de fond que nous faisons face à la hiérarchie. Beaucoup ont aussi participé heureusement au débat. Notre DSF a été surpris une nouvelle fois par la détermination et l'union, sacrée, locale. Souvent, ébranlé il a su garder son sang froid. Le précédent directeur ne disait il pas qu'ici c'est la Corse sans l'île. Après 2 heures d'âpres discussions, il lâche sur nos 2 principales revendications, pas de pôles ICE (donc pas de transfert d'emplois) et CDI/CDIF pas avant 2008. Il accepte de nous coucher son nouveau projet par écrit le jour même. A 16 h nous le recevons. Stupéfaction il bouge à la marge. Nous décidons rapidement de mettre la semelle. Nouvelle déclaration musclée. Nous proposons au SNUI de faire un préalable à l'ouverture du CTPD, sinon on met la mine. Le SNUI accepte. Dès le début le SNADGI 43 envoie la sauce. Le DSF louvoie. Au bout d'une heure. Au bout d'une heure de palabre nous posons un ultimatum OUI ou NON à nos deux exigences ou "on se casse" ...et on passe le tambour. On demande une suspension de séance pour que la DSF réfléchisse. Au retour nous demandons immédiatement la décision. C'est OUI nous dit le Directeur. Nous pouvons commencer la discussion. Même s'il a fallu être encore très vigilant, car le DSF a essayé de feinter, vous savez que nous avons obtenu des résultats. Un boycott simple n'aurait rien amené. Seul l'investissement massif des agents et la rigueur de leurs mandants a permis de limiter la casse. Sachez aussi que cela n'est pas possible partout. Chaque département est unique et doit s'adapter aux contextes locaux.

En tout état de cause le SNADGI 43 remercie tout ceux qui ont œuvré pour la défense de leurs outils de travail. Tous ensemble nous savons qu'unis nous pouvons aussi gagner.

BULLETTIN D'ADHESION
Pour la satisfaction de mes revendications, J'adhère au SNADGI-CGT
NOM :
PRENOM :
Grade :
Service :
Résidence :
Signature
(à remettre à un militant CGT)

A L'ORDRE DU MERITE : LA DGI

Au pays de la performance



Même si les réformes ne sont pas encore en cours, des “ expérimentations ” sont en place. La DG a déjà fait son bilan du rapprochement CDI/CDIF. Elle persiste dans son autisme et souhaite le généraliser très rapidement. Cependant les collègues dans ces structures en expérimentation ont fait part de leur opposition à ce projet. Le SNADGI-CGT s'y est opposé argumentant du devenir des missions et des agents. Nous avons raison, les missions du CDI comme celles du cadastre sont menacées de disparition. L'apport des agents du cadastre n'a pas permis de combler le déficit d'emplois dans les secteurs.

Après avoir imposé en dépit du bon sens les IFU des professionnels, c'est la mise en place des IFU des particuliers qui est à l'ordre du jour.

L'expérimentation "de la déclaration pré-remplie en Ile-et-Vilaine est un des outils nécessaire à cette mise en place. Le SNADGI-CGT est intervenu pour s'opposer à cette expérimentation avec les collègues. Elle aboutit à un travail à la chaîne avec une saisie au fil de l'eau ne permettant pas de traiter au mieux les dossiers. Si les chiffres de saisie sont bons actuellement, les collègues constatent une augmentation très importante des contentieux. Ce n'est pas grave, ce ne sera pas comptabilisé dans le bilan fait par la DG. Gageons que celui-ci sera “ **tout va très bien madame la marquise, généralisons ! ”et globalement bon !!**

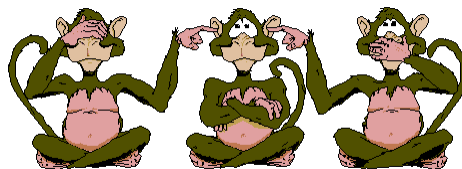
Cette nouveauté couplée aux nouvelles technologies tant vantées par l'administration est porteuse de danger pour l'avenir des centres des impôts. La propagande de Bercy pour les moyens “ modernes ” de télédéclarations et de paiements n'ont pour but que de supprimer les emplois. La DG se sert des nouveaux outils pour chercher à supprimer des emplois et non pour rendre un service public de meilleure qualité. L'ensemble va permettre de remettre en cause l'existence des secteurs d'assiettes et supprimer des milliers d'emplois dans le ministère. Ce sont les missions et les contribuables qui en subiront les conséquences. A terme, on met en place les outils techniques permettant la retenue à la source.

Les conditions de travail se dégraderont comme dans les IFU, le stress déjà présent ne fera que s'amplifier.

J'avais oublié à quel point j'avais
de la chance de travailler ici...



Les brèves



Coup de vent automnal :

Notre beau département s'est paré, comme toutes les années d'un habit flamboyant. Avant de tomber les feuillus se drapent de couleurs multicolores qui tranchent avant le vert des forêts d'épineux. Dans le même temps Eole, qui règne souvent dans notre région accentue sa pression. C'est cette période qu'a choisi la DGI pour initier une journée porte ouverte. Dans un contexte de pression envers tous ses fidèles serviteurs, elle a décidé de s'ouvrir aux usagers. Toute cette belle journée, elle n'a cessé de vanter les évolutions de notre maison. Sa capacité à se mettre au service de tous les citoyens. Dans une ambiance sérieuse, la Direction des services Fiscaux de la Haute-Loire a bluffé tous ses invités. Pourtant à l'heure de la bombance avec les plus hauts représentants de l'Etat et les divers élus, les agents dits 'lambda', avec et par leurs organisations syndicales ont heureusement souhaité amener un peu de retenue dans la liesse générale. Sachant pertinemment que l'euphorie peut être très mauvaise conseillère, ils ont, devant un auditoire loin d'être acquis à leur cause, dénoncé la casse programmée de notre administration. En passant il ont même fait allusion au mépris que leur inflige la DG en instituant une médaille dite du mérite. Ils ont aussi signalé que la chute constante de leur pouvoir d'achat devient insupportable et que ces réunions, à la gloire de notre maison, payées par nos deniers devenaient indécentes. Pour finir ils ont levé fictivement leurs verres à la santé de tous les présents.

Philippe Richard

Depuis trop longtemps nous alertons nos responsables sur les dangers directement liés au culte de la performance défendu par notre administration. Dans son contrat de performance 2006-2008 la DGI a même comme objectif de devenir un exemple en la matière et de l'inscrire dans la durée. Outre le non sens de cette notion pour un service public, cette orientation peut aboutir à des dérapages. Notre société du paraître idéalise le dogme du « beau ». Suivant des critères, pour le moins subjectifs, tout ce qui n'y répond pas est repoussé, écarté, moqué voire carrément supprimé. Face à cette dure réalité la véritable valeur d'une personne, son âme, est oubliée. Le bourrage de crâne des décideurs ultra libéraux poussent certains responsables, à tous les niveaux à la renier pour les plus motivés. Déshumanisés ils en arrivent à exiger de leurs subalternes l'impossible. Drogés au dogme de la productivité et du rendement ils perdent toute notion d'humanisme allant jusqu'à provoquer de véritables drames. Dernièrement notre camarade Philippe Richard en a été victime. Déjà lourdement handicapé par une maladie génétique, il avait fait, depuis 2 ans en tant que stagiaire, de la DGI sa famille d'accueil. La commission qui devait statuer sur sa titularisation a émis un avis négatif, suite à divers rapports pour le moins contestables. Toujours est il que face à cette injustice, notre camarade Philippe a commis l'irréparable.

Alors Messieurs les décideurs que valent vos performances face à un tel drame. Quels mérites personnels en tirez-vous. Croyez-vous que la casse de nos outils de travail au travers des restructurations, fusions, transferts voire externalisations puissent justifier le manque d'humanisme chronique qui s'installe jour après jour dans nos services. De plus en plus de collègues, à tous les niveaux d'ailleurs, craquent sous la pression morale des indicateurs ou des statistiques. Est ce une fatalité ? La personne humaine doit elle s'effacer devant un libéralisme sauvage porté par la mondialisation rampante qui tisse inéluctablement sa toile sur tous les continents. Notre devoir n'est il pas de nous opposer **tous** à ces véritables dérives ? La DGI, au ordres de nos gouvernants, essaie de faire croire aux cadres qu'elle les respecte. Etes vous assez naïfs pour le croire, ou bien tout simplement individualistes voire égoïstes ?

Non, votre performance, notre performance serait que nous assurions de manière rationnelle un véritable service public de qualité et de proximité en direction de tous les citoyens usagers dans le respect et la solidarité de tous.